



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 4 MAI 2016

Charles Antoine Bambara : *Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, Membres de la presse, Auditeurs de Radio Okapi, Bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des Composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités des Composantes de la MONUSCO

Information publique/ Message du Secrétaire général des Nations Unies à l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse :

A l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, monsieur Ban Ki-moon, a dans un message, indiqué que la liberté de la presse et la libre circulation des informations sont essentielles, non seulement pour informer les citoyens sur les objectifs de développement durable, mais aussi pour leur permettre de faire tenir leurs promesses à leurs dirigeants.

Les médias, y compris les nouveaux médias en ligne, qui occupent une place de plus en plus importante, sont les yeux et les oreilles du monde entier, selon lui.

Monsieur Ban Ki-moon se dit enfin, très préoccupé par les restrictions de plus en plus grandes auxquelles font face les professionnels de médias dans de nombreux pays.

En cette Journée mondiale de la liberté de la presse, il exhorte ainsi tous les gouvernements, politiciens, entreprises et citoyens, à promouvoir et à protéger l'indépendance et la liberté des médias.

Information publique : Visite de la mission d'assistance électorale de l'ONU à Kinshasa.

Depuis le 24 avril dernier et jusqu'au 10 mai prochain, une mission chargée d'examiner la nature du soutien des Nations Unies à la mise à jour du fichier électoral séjourne à Kinshasa.

La mission est composée d'experts en assistance électorale et est dirigée par monsieur Ali Diabacté du Département des Affaires Politiques de l'ONU à New York. Lors de son séjour, la mission d'experts a rencontré et continue de s'entretenir avec divers acteurs dont les membres de la CENI, de la classe politique, de la société civile, et des partenaires internationaux. Lundi dernier, la mission a notamment rencontré une

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

dizaine de membres du gouvernement conduit par le Vice Premier Ministre et ministre de l'intérieur, monsieur Evariste Boshab.

Cette mission d'assistance électorale se situe dans le cadre de la Résolution 2277 des Nations Unies, qui requiert notamment à la MONUSCO d'apporter son soutien technique et logistique à la révision du fichier électoral, en vue de la tenue de l'organisation des élections à venir.

Information publique/ Uvira : Quatorzième « Café de presse » mensuel du Bureau de l'information publique-Uvira, avec la participation exceptionnelle du Directeur de la Division de l'information publique de la MONUSCO, monsieur Charles Antoine Bambara, en visite au Sud-Kivu. 37 journalistes présents : record de participation. La Résolution 2277 explicitée à la presse locale.

Le 14^{ème} numéro du Café de presse d'Uvira a connu la participation exceptionnelle de 37 journalistes (record battu), avec la visite du Directeur de la Division de l'information publique de la MONUSCO, monsieur Charles Antoine Bambara, qui en était à sa première visite au Sud-Kivu depuis sa prise de fonction il y a deux ans. Il y avait à ses côtés, le Chef du Sous-bureau de la MONUSCO-Uvira, monsieur Ould Mohamed El Hacem.

Ensemble, ils ont fait face au feu nourri des questions des journalistes d'Uvira, que ce soit sur les relations entre le Gouvernement congolais et la MONUSCO, les opérations militaires FARDC-MONUSCO contre les groupes armés, la protection des civils, le processus électoral en cours, etc. ; le tout, à la lumière de la Résolution 2277 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies sur la RDC.

Charles Antoine Bambara en a profité pour remercier les professionnels des médias d'Uvira et ses environs pour la visibilité des actions de la MONUSCO. Il a rappelé les différents types d'appui que la Mission des Nations Unies apporte au secteur de la presse en RDC, bien que le maintien de la paix reste son principal objectif : renforcement des capacités des journalistes à travers des séminaires et formations (à l'instar de la session de recyclage qui aura lieu à Uvira dans les prochaines semaines), dotations en matériels de travail, appui logistique, protection des journalistes...

A ce sujet, les participants au Café de presse ont eu un bref aperçu du tout premier et unique Edit (loi votée par une Assemblée provinciale) sur la protection des défenseurs des droits de l'Homme et des journalistes en RDC, celui voté par l'Assemblée provinciale du Sud-Kivu.

Lui-même journaliste, Charles-Antoine Bambara en a profité pour inviter ses pairs « à bien faire votre travail, à être sérieux dans ce que vous faites et à toujours recouper les informations à la source », pour éviter de colporter des rumeurs et des fausses informations ».

Police MONUSCO :

Retraite de la Police de la MONUSCO

La Résolution 2277 (2016) confie à la Police des Nations Unies les missions ci-après : la protection des civils, la stabilisation (restauration de l'autorité de l'Etat), l'appui à la réforme, à la restructuration et au

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

développement de la Police nationale congolaise (PNC), le soutien au processus électoral, à la protection des personnels, installations et équipements des Nations Unies.

C'est dans ce cadre que la Police/MONUSCO tient une retraite à GOMA du 4 au 5 mai 2016 sous la présidence du chef de la composante Police. Elle regroupera les responsables des Sections du Quartier Général de la Police, notamment l'Administration et le Soutien, l'Unité des Evaluations internes, l'Unité de Développement des Ressources Humaines, les Opérations y compris la Coordination des Unités de Police Constituée, la Réforme-Restructuration et Développement de la PNC, la Section Electorale, l'Unité de Soutien dans la Lutte Contre la Criminalité organisée.

Elle s'inscrira dans le cadre de l'évaluation des réalisations acquis à l'issue du plan de travail 2015-2016 sous la modération de l'Unité de la Planification stratégique. Elle aboutira à la définition d'un Plan d'Action et à sa mise en œuvre conformément à la Résolution 2277 du 30 mars 2016, ainsi qu'à la vision du Représentant spécial du Secrétaire général, qui peut être résumé en ces mots : « Une Vision, Une Mission, Un Objectif ».

La retraite permettra à la Composante Police de la MONUSCO d'élaborer en synergie, son plan de travail 2016-2017.

Renforcement des capacités

- **Lancement des sessions de formation en police de proximité et des frontières à Lubumbashi**

Les sessions de formation en Police de Proximité et Police des Frontières, au profit des cadres et agents de la Police nationale congolaise (PNC) et de la Direction générale des migrations (DGM) du Haut-Katanga, ont démarré le vendredi 29 avril 2016 à l'Ecole de Police Kasapa de Lubumbashi.

Elles sont organisées au profit de 329 cadres et agents de la PNC et de la DGM du Haut- Katanga. Mises en œuvre par l'OIM et financées par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, à travers « INL », avec l'appui technique et opérationnel de la Composante police de la MONUSCO. Les cours s'étaleront sur 3 mois, pour la police des frontières et 6 mois, pour la police de proximité.

Pour le Policier des Nations Unies (UNPOL), Louis LEDES, chargé de la formation et représentant le Chef du Secteur et celui du Bureau de la MONUSCO de Lubumbashi, « l'implication de la mission en général, de la Composante Police en particulier, dans le projet, entre dans le cadre du mandat assigné à la MONUSCO en République Démocratique du Congo ».

Il ajoutera que, la Composante Police apportera toute son expertise à la réussite de ces formations, à travers la mise à disposition de formateurs du secteur UNPOL de Lubumbashi pour doter les apprenants de connaissances nécessaires à l'accomplissement de leurs missions de sécurisation des populations, à travers la mise en œuvre du concept de « police de proximité », ainsi qu'accroître leurs performances dans le domaine de la gestion de la police des frontières.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochef@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Pour le Directeur de l'Ecole de Police, la Police nationale congolaise accorde un grand intérêt aux activités de renforcement des capacités de ses personnels. Pour cette raison, il a magnifié l'apport et l'appui des partenaires, de la composante Police et de l'OIM, en particulier, sans lesquels ce projet ne se serait pas concrétisé.

Le Chef de Bureau de l'OIM a, quant à lui, indiqué que le projet constitue le deuxième acte d'un vaste programme d'environ trente-sept projets de renforcement des capacités en faveur des cadres et agents de la PNC et de la DGM, sur toute l'étendue de la République Démocratique du Congo, que le Gouvernement des Etats Unis d'Amérique a accepté de financer dans le Haut-Katanga, à travers « INL ».

A terme, avec la construction de Commissariats et Sous-commissariats de référence dans la Commune de Kampemba à Lubumbashi et le déploiement du personnel formé dans ces unités, la sécurité des personnes et des biens sera améliorée.

Pour l'envoyé spécial de l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en RDC, la PNC et les personnels de la DGM doivent travailler en partenariat avec la société, pour mieux assurer leur sécurité. Ils devront tenir compte du partenariat, du respect des droits de l'Homme, de la prévention et de la résolution des problèmes, en synergie avec les populations concernées.

Le Directeur général des Ecoles et Formations a déclaré que l'heure de la Police des muscles est révolue. Il a souligné que le Chef de l'Etat, Chef suprême des forces de Police, qui a décidé de réformer la PNC, a recommandé d'avoir une Police élitiste, civile, apolitique et républicaine au service de la population. Des hommes mieux formés, sont plus aptes, selon lui à appliquer et exécuter ce qu'on leur a enseigné, tout en s'adaptant aux concepts de l'heure.

Missions Task-force

Dans le cadre de l'exécution de ses missions de protection des civils telles que prescrites par la Résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations Unies, la composante Police a effectué durant la période sous examen, 12 missions dans 12 localités, contre 7 missions la semaine dernière.

Aux termes de ces missions, il apparait que la situation sécuritaire générale reste fragile par endroits, du fait de l'activisme des groupes armés et des conflits intercommunautaires.

Soutien logistique à la PNC

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Opérationnelle intégrée de Lutte contre l'insécurité à Beni/Oicha (SOLIB), la Composante Police de la MONUSCO apporte son soutien logistique à la PNC en approvisionnant 09 véhicules de la PNC de Beni et d'Oicha à raison de 10 litres par véhicule et par jour, et 462 kilogrammes de rations alimentaires par semaine, soit soixante-six (66) kilogrammes de rations alimentaires par jour au profit de cent (100) agents de la PNC engagés dans le dispositif opérationnel de sécurisation de la ville de Beni et de la Cité d'Oicha.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Outre la SOLIB, depuis le 15 avril 2016 ce soutien logistique aux unités de terrain de la PNC par la Police de la MONUSCO s'est élargi à 18 localités, où les policiers des Nations Unies sont présents, rendant ainsi les patrouilles mixtes Police MONUSCO /PNC plus fréquentes au profit des populations civiles.

Activités de la stratégie opérationnelle intégrée de lutte contre l'insécurité à Beni/Oicha

Durant la semaine, les équipes conjointes pour la mise en œuvre de la Stratégie Opérationnelle intégrée de Lutte contre l'insécurité à Beni/Oicha, ont poursuivi leurs patrouilles régulières de sécurisation. Au total, 129 appels ont été reçus sur les numéros verts pour 51 interventions, qui ont donné lieu à 18 interpellations, dont un présumé milicien, pour diverses infractions de droit commun.

Activités des FPU

Durant la même semaine, les différentes Unités de Police Constituées (FPU) ont poursuivi leurs missions de protection des populations. Ainsi, 455 patrouilles de sécurisation, dont 174 conjointes avec la PNC, ont été effectuées. Par ailleurs, 8 Check points et 22 escortes de hautes personnalités ont été réalisés par ces Unités.

Activités de l'Equipe-Pays

Propos de M. Abdourahamane Diallo, Chef de Bureau et Représentant de l'UNESCO en RDC à l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse

Tous les ans, la Journée mondiale de la liberté de la presse (JMLP) permet de célébrer les principes fondamentaux de la liberté de la presse, de défendre l'indépendance des médias, d'informer les citoyens sur les atteintes portées à la liberté de la presse et de rendre hommage aux journalistes qui ont perdu leur vie dans l'exercice de leur profession.

La JMLP de cette année 2016 est célébrée sous le thème «Accès à l'information et aux libertés fondamentales - C'est votre droit ! »

Cette édition marque également le 25^e anniversaire de l'adoption de la Déclaration de Windhoek sur les principes de la liberté de la presse

En 1991, l'adoption par les journalistes de la Déclaration de Windhoek, en Namibie, a amené à la reconnaissance de la Journée mondiale de la liberté de la presse par les Nations Unies. Cette déclaration met en avant le fait que la liberté de la presse est constituée par la liberté des médias, le pluralisme et l'indépendance. Chaque année, la JMLP est l'occasion pour les parties prenantes de célébrer et renforcer ce droit.

En outre, l'année 2016 marque aussi le début d'un nouveau cycle de 15 ans pour les nouveaux et ambitieux Objectifs de développement durable (ODD) adoptés en 2015. La liberté de la presse et le droit à l'information ont une incidence directe sur la réalisation de ces objectifs, et peuvent être également considérés eux-mêmes comme des objectifs implicites. Dans les années à venir, les ODD établiront le programme de

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

nombreuses décisions politiques, ils auront un impact sur la mobilisation et les flux de ressources et mettront en évidence l'intérêt commun de l'humanité en faveur de l'amélioration et durable de la vie de chacun.

A cet égard, l'UNESCO continuera de mettre un accent particulier sur la sécurité des journalistes en s'appuyant sur le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et sur la question de l'impunité et collaborera avec ses états membres pour sensibiliser activement le public à la liberté d'expression et à l'accès à l'information qui représentent deux objectifs interdépendants ayant un rôle clé d'accélérateurs de progrès dans tous les domaines de ce nouveau Programme.

Ici en République démocratique du Congo, l'UNESCO, se rapprochera toujours davantage de ses partenaires de la partie nationale que sont le Gouvernement, au travers du Ministère des Médias, les instances de régulation et d'autorégulation, les associations professionnelles, les journalistes et les médias ainsi que des partenaires internationaux pour une implication efficiente des journalistes dans l'atteinte des ODD.

A ces jours, nous saluons l'engagement de l'Union Nationale de la Presse du Congo (UNPC), de l'Observatoire des Médias Congolais (OMC), des journalistes en Danger (JED) et de l'ensemble des professionnels des Médias de la République démocratique du Congo qui ne cessent de multiplier des initiatives visant un journalisme de qualité par l'amélioration du professionnalisme des journalistes, notamment grâce à des codes de déontologie professionnelle volontaires.

L'UNESCO se réjouit de l'organisation du Colloque national sur le rôle et la responsabilité des journalistes en période de crise qui se tient présentement à Kinshasa dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse. Ce forum démontre à suffisance la prise de conscience des professionnels des médias congolais de leur part de responsabilité concernant la qualité du débat public au sein de la nation tout en préservant pleinement leur autonomie rédactionnelle, et l'UNESCO réaffirme son engagement d'être toujours à leurs côtés comme par le passé pour étendre ces initiatives sur l'ensemble du pays.

La JMLP offre à la communauté internationale l'opportunité de rendre hommage aux journalistes qui ont perdu la vie dans l'exercice de leur profession.

Nous voulons ici rassurer les professionnels des médias et l'ensemble de la communauté nationale de notre ferme engagement de toujours militer en faveur de la fin des crimes contre les journalistes partout dans le monde.

C'est en fonction de cet engagement que l'UNESCO a adopté la date du 2 novembre de chaque année, comme marquant la journée internationale de la fin de l'impunité des crimes commis contre les journalistes, car l'impunité pour les crimes contre les journalistes constitue un des facteurs principaux qui alimentent le cycle de la violence contre l'exercice de la liberté d'expression et, plus globalement, des droits de l'homme.

Situation militaire

(Par le Lieutenant-colonel AMOUZOUN CODJO MARTIN, Porte-parole militaire)

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Les rapports liés à la situation sécuritaire **dans la ville-province de Kinshasa et dans les autres provinces situées dans l'Ouest de la République Démocratique du Congo**, font état d'une accalmie réelle observée dans cette partie du pays durant la semaine écoulée.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) soutenues par la Force de la MONUSCO, poursuivent sans relâche leurs opérations visant à éradiquer les différents groupes armés actifs, notamment l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), dont les éléments continuent de perpétrer des exactions contre les populations civiles.

Du 26 au 29 avril 2016, des incidents liés aux pillages, kidnappings et traitements inhumains, perpétrés par des éléments des groupes armés, ont été rapportés dans cette partie du pays.

Le 26 avril 2016, six (06) éléments suspectés appartenir à la LRA, armés d'AK-47, ont tendu une embuscade, kidnappé treize (13) individus en déplacement sur l'axe Sambia-Zambaleke, situé en proximité de la Route Nationale N° 4, et pillé tous leurs biens.

Le même jour, trois (03) motocyclistes transportant des passagers, sont tombés dans une embuscade tendue dans la même région. Leurs biens ont été pillés.

A la même date, trois (03) civils ont été pillés par six (03) éléments supposés appartenir à la LRA, armés et en tenue militaire, dans la région de Nagbou, située à 35 kilomètres à l'Ouest de Bangadi.

Le 27 avril 2016, la Police onusienne a fait état du pillage de tous les biens de valeur appartenant à un (01) motocycliste en déplacement de Faradje vers Sambia, sur l'axe Dungen-Faradje, au cours d'une embuscade tendue par cinq (05) présumés éléments de la LRA.

Le 28 avril 2016, cinq (05) éléments supposés appartenir à la LRA ont attaqué deux (02) motocyclistes transportant chacun un passager dans la région située à 32 kilomètres à l'Est de Sambia, sur l'axe Dungen-Faradje, pillé leurs biens, tiré et blessé à la jambe l'un des motocyclistes, qui a été évacué vers le centre de santé le plus proche par son collègue.

Le 29 avril 2016, les rapports concordants en provenance de Dungen, ont fait état du kidnapping dans la région, entre le 15 et 28 avril 2016, de cinquante (50) civils par des éléments supposés appartenir à la LRA. Vingt-huit (28) d'entre eux ont été relâchés plus tard, mais les vingt-deux (22) autres, principalement des mineurs, sont toujours portés disparus à ce jour.

La Force de la MONUSCO surveille de près la situation sécuritaire dans les régions touchées, afin d'y apporter avec les troupes loyalistes, une réponse adéquate.

En Ituri, l'armée congolaise, soutenue par la Force de la MONUSCO, maintient une forte pression militaire sur les éléments réfractaires du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), dans le but de mettre un terme à leurs exactions perpétrées contre les populations civiles implantées dans les localités situées au Sud du territoire d'Itumu.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

En effet, le 24 avril 2016, des éléments supposés appartenir au FRPI ont fait incursion dans une maison dans la localité de Kamatsi, située à 56 kilomètres au Sud-ouest de Bunia, et poignardé deux (02) femmes.

Les troupes des FARDC déployées dans cette province, poursuivent avec le soutien de la Force de la MONUSCO, leurs opérations vigoureuses, destinées à mettre un terme à l'activisme des éléments du FRPI et à permettre une sécurisation optimale des populations civiles.

A cet effet, le 23 avril 2016, les troupes des FARDC ont engagé des éléments du FRPI actifs dans la région située près de la localité de Sorodo, à 35 kilomètres au Sud-est d'Irumu-centre.

Le 27 avril 2016, deux (02) éléments de 17 ans, arrêtés par les FARDC pour association présumée avec le FRPI, ont été remis à la Section de la Protection de l'Enfant pour leur prise en compte.

Dans le territoire de Mambasa, les rapports concordants ont fait état de l'activisme des éléments du groupe Mayi-Mayi Simba.

Depuis le 25 avril 2016, profitant du vide sécuritaire provoqué par le redéploiement de troupes des FARDC vers d'autres régions, des éléments du groupe Mayi-Mayi Simba ont réoccupé la zone d'exploitation minière de Muchacha, pillant les civils et commettant d'autres violations des droits de l'Homme.

La Force de la MONUSCO continue de surveiller étroitement la situation sécuritaire prévalant dans le territoire de Mambasa, dans le but d'y mettre un terme à l'activisme des groupes armés, avec le soutien déterminant apporté aux FARDC.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire demeure tendue, volatile et imprévisible dans plusieurs territoires de cette province, notamment Beni, Masisi, Walikale, Rutshuru et Lubero ; et ce, du fait de l'activisme des éléments appartenant aux différents groupes armés encore actifs.

Dans le territoire de Beni, les Forces coalisées FARDC-MONUSCO, traquent sans répit les éléments réfractaires de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF), dans le but de mettre un terme à leurs exactions perpétrées contre les Forces de Défense et de Sécurité congolaises, ainsi que les populations civiles.

Le 1^{er} mai 2016, des présumés éléments de l'ADF ont attaqué la localité de Kamungu. Des troupes d'intervention rapide des FARDC ont riposté et repoussé les assaillants. Trois (03) rebelles ont été tués.

Cet incident a également provoqué le déplacement de populations civiles vers Eringeti.

Le même jour, des hélicoptères d'attaque du détachement aérien et des unités d'artillerie de la Force de la MONUSCO, ont, en appui aux FARDC, engagé deux camps de l'ADF, situés respectivement à 12 et 12,5 kilomètres au Sud-est d'Eringeti.

Le 3 mai 2016, des éléments de l'ADF ont attaqué le centre commercial d'Eringeti, la région de Luna et la partie occidentale des positions du bataillon Malawite de la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO.

Les Forces coalisées FARDC-MONUSCO ont immédiatement riposté et coordonné la contre-attaque.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Les assaillants se sont retirés suite au déploiement et à l'action coordonnée des Casques bleus des contingents Malawites et Népalais de la Force de la MONUSCO, ainsi que des troupes de l'armée congolaise.

Le bilan fait état de seize (16) civils tués, plusieurs autres blessés, trois (03) maisons brûlées et des biens de valeur pillés.

Des blessés ont été traités au camp Malawite de la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO et transférés à l'hôpital général d'Oicha.

Des patrouilles de la Force de la MONUSCO ont été déployées dans les zones touchées, dans le but de dissuader d'autres attaques et protéger les populations civiles.

Dans le territoire de Masisi, plusieurs exactions liées à l'activisme des groupes armés ont été rapportés.

Le 26 avril 2016, le chef de la localité de Lushali (19 kilomètres au Nord-ouest de Masisi-centre) et trois (03) civils ont été kidnappés, au cours d'incursion d'éléments Mayi-Mayi dans les localités de Lushali et de Kasopo (13 kilomètres Nord-ouest de Masisi-centre).

Dans le territoire de Walikale, les populations civiles sont menacées par des actes de banditisme.

Le 26 avril 2016, six (06) bandits ont kidnappé trois (03) civils dans la localité de Kalonge, située à 36 kilomètres à l'Est de Pinga. Les victimes ont été amenées vers la localité de Kazuba, à 9 kilomètres au Nord-ouest de Kalembe. Des dispositions ont été prises par la coalition FARDC-MONUSCO, dans le but de secourir les victimes.

Dans le territoire de Rutshuru, les FARDC poursuivent leurs opérations contre les groupes armés, afin de les éradiquer et d'assurer une protection efficace des populations civiles.

Le 27 avril 2016, les troupes des FARDC ont tué le chef rebelle Chuma Malyene, au cours d'opérations menées dans la région située entre Kasisi et Ngombe (49 kilomètres au Nord-est de Rutshuru-centre), dans le groupement Binza.

Un autre élément Mayi-Mayi a été blessé au cours de ces opérations, et capturé par les FARDC.

Toutefois, le 28 avril 2016, des éléments appartenant à la coalition FDLR (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda)-Nyatura, ont fait incursion dans le groupement Bambu, tué le chef du groupement (monsieur Bonane Luanda) dans sa résidence, et blessé son fils.

Dans le territoire de Lubero, des éléments appartenant au groupe Mayi-Mayi Lafontaine harcèlent les populations civiles et pillent leurs biens de valeur dans la zone d'exploitation d'or de Musia, située à approximativement 110 kilomètres au Sud-ouest de Bunyatenge.

La Police Nationale Congolaise, assure étroitement le suivi de cette situation, afin d'y mettre fin.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Au chapitre des redditions dans la province, du 20 avril 2016 à ce jour, vingt-deux (22) éléments de groupes armés, se sont rendus aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **deux (02) du groupe Mayi-Mayi Nduma Défense du Congo (NDC), dix-neuf (19) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et un (01) du groupe Mayi-Mayi Mazembe.**

Au Sud-Kivu, l'environnement sécuritaire demeure sous le contrôle des Forces coalisées FARDC-MONUSCO.

Cette situation a facilité la reddition de deux (02) éléments du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki pendant la période sous examen.

Au Tanganyika, le climat sécuritaire est relativement calme.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **1282** patrouilles armées, dont **424** nocturnes, et fourni **56** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04